

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA La Vatine
60000 BEAUVAIS

Beauvais , le 19/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AGORA

8 route de Noyers-Saint-Martin
60480 FROISSY

Références : IC-R/0167/22-SLT/SA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement AGORA implanté 8 route de Noyers-Saint-Martin 60480 FROISSY. L'inspection a été annoncée le 07/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGORA
- 8 route de Noyers-Saint-Martin 60480 FROISSY
- Code AIOT dans GUN : 0005101202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société AGORA située à Froissy dispose d'installations de stockage de céréales, d'engrais solides et de produits agro-pharmaceutiques. L'installation de stockage de céréales est composée d'un silo vertical de 16 cellules associé à une tour de manutention.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 09/07/2003, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté de mise en demeure du 29/01/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien	Arrêté Préfectoral du 09/07/2003, article III.2.6	Susceptible de suites	Sans objet
Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 10	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte l'ensemble des dispositions fixées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/01/2021. Il est donc proposé à madame la préfète de l'abroger.

Par ailleurs, le non respect de la mise en demeure du 29/01/2021 a donné lieu à un arrêté préfectoral portant astreinte administrative le 09/03/2022. Il est donc également proposé à madame la préfète d'abroger l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative journalière.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2003, article III.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet d'une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité. [...]
Constats : Lors de la dernière inspection réalisée le 01/12/2021, l'exploitant avait présenté le compte rendu issu du dernier contrôle de vérification du bassin et de la vanne de barrage. Le contrôle avait été réalisé le 29/09/2021 et faisait état d'observations dont une portant sur la vanne de barrage qui était bloquée en position fermée. Des travaux de réparation étaient programmés au début de l'année 2022. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux de remplacement de la vanne ont été réalisés par la société PTP Travaux Publics en janvier. Le mail transmis par la société PTP à l'exploitant justifiant de la réalisation des travaux a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînant pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :</p> <p>Silo métal : sondes thermométriques fixes à 6 points (1 sonde par cellule)</p> <p>Local issues de céréales : 1 sonde thermométrique fixe à 2 points</p> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre. Ce registre est tenu à disposition des installations classées. Des sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p>
Constats : Lors de l'inspection du 01/12/2021, il avait été constaté que les sondes des cellules 5 et 16 et du local à poussières étaient toujours défectueuses et n'avaient pas été remplacées. La mise en demeure du 29/01/2021 n'était donc pas respectée. <p>La société AGORA a donc été rendue redevable d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.</p> <p>Par courrier du 28/03/2022, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des sondes défectueuses avaient été remplacées.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le logiciel de suivi des températures. L'affichage pour l'ensemble des sondes est fonctionnel et en particulier pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- la sonde du local à poussières comportant 2 points de mesures,- les sondes des cellules 5 et 16 comportant chacune 6 points de mesures. <p>Le remplacement des sondes a également pu être constaté lors de la visite du silo.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 29/01/2021 est donc respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte